



ISSN 1866-5268

ISSN en ligne 2261-2750

Les défis de la présence allemande dans la monarchie austro-hongroise (1867-1918)

Thierry Bidon

Haute École pédagogique de Karlsruhe, Allemagne
thierry.bidon@ph-karlsruhe.de

<https://orcid.org/0000-0002-1227-6691>

Reçu le 19-04-2022 / Évalué le 7-05-2022 / Accepté le 22-05-2022

Résumé

Après la défaite de Sadowa en 1866, l'Autriche a été exclue de l'Allemagne, réduisant les populations allemandes de l'Empire à une minorité parmi les Slaves et les Magyars. En 1867, le dualisme austro-hongrois vit le jour accordant aux Hongrois cette large indépendance au contraire des autres ethnies et notamment des Slaves. Comme François-Joseph n'a pas pu résoudre les dissensions entre les diverses ethnies composant son Empire, la monarchie austro-hongroise a péri à cause de sa multiethnicité à une époque où les nationalités revendiquaient l'autodétermination et où l'Empereur n'a pas su assumer cette nouvelle donne. En 1918, les Allemands d'Autriche étaient la seule ethnie à laquelle on n'accordait pas le droit à l'autodétermination nationale puisque les Allemands des Sudètes et du Tyrol du Sud furent retranchés de l'Autriche et réduits au rôle de minorités.

Mots-clés : Minorité, dualisme, multiethnicité, monarchie austro-hongroise, nationalités

Die Herausforderungen der deutschen Präsenz in der Doppelmonarchie (1867-1918)

Zusammenfassung

Nach seiner Niederlage in Königgrätz wurde Österreich 1866 aus Deutschland verdrängt und die Deutschen ihrerseits wurden im Habsburger Reich zu einer Minderheit wie die Slawen und die Magyaren. 1867 kam es zum österreichisch-ungarischen Dualismus, der die Ungarn und nicht andere Völker wie z. B. die Slawen zu gleichberechtigten Partnern machte. Da Franz Josef das Nationalitätenproblem in der Doppelmonarchie nicht lösen konnte, löste sich die österreichisch-ungarische Monarchie auf Grund des Vielvölkerstaats auf. Zu dieser Zeit forderten die Minderheiten die Anerkennung der Selbständigkeit der Völker Österreich-Ungarns. 1918 waren die Deutschen in Österreich die einzigen, denen man das Recht auf nationale Selbstbestimmung nicht zugestehen konnte, da die Sudetendeutschen und das mehrheitlich von Deutschen besiedelte Südtirol von Österreich getrennt wurde.

Stichworte: Minderheit, Dualismus, Vielvölkerstaat, Nationalitätenproblem, Doppelmonarchie

Challenges represented by the German presence to the Austro-Hungarian Monarchy (1867 - 1918)

Abstract

After the defeat of Königgrätz in 1866, Austria was excluded from Germany, resulting in leaving the German population of the Empire a minority, just like the Slavic and Hungarian population. In 1867 the Austro-Hungarian compromise was established, granting independence to Hungarians but not to other ethnic groups, notably the Slavic community. As Franz-Joseph was unable to resolve the existing tensions amongst the diverse ethnic groups of his Empire, the Austro-Hungarian Monarchy ultimately perished at a time when different nationalities and even ethnic groups were claiming the right to self-determination. In 1918, Germans in Austria were the only ethnic group not possessing the right to national self-determination as the Sudete and South Tyrol Germans were cut off from Austria and reduced to being a minority. The war caused nine million deaths and resulted in a complete restructuring of Central Europe.

Keywords: minority, compromise, duality, multi-ethnicity, Austro-Hungarian Monarchy, nationality problem, Germans in Austria

Introduction

La monarchie des Habsbourg a toujours été très fortement liée à d'autres États germanophones et à l'Histoire allemande : une très large partie de l'Empire habsbourgeois faisait partie du Saint Empire Romain Germanique et les rois d'Autriche ont porté la couronne du Saint Empire pendant bien des siècles, presque sans interruption notamment depuis le XVI^e et jusqu'au début du XIX^e siècle. Or, au moment où la langue allemande est devenue la langue officielle de la monarchie depuis Joseph II, le Saint Empire prend fin. En 1806, François II dépose la couronne. À travers tout le XIX^e siècle, les relations entre la monarchie austro-hongroise et les autres États allemands connaîtront alors une évolution mouvementée qui se solde par un échec écrasant pour les Habsbourg lors de leur défaite contre l'armée prussienne en 1866 à Sadowa¹.

L'élément allemand a deux côtés qu'il conviendra de prendre en compte, mais dont nous verrons aussi qu'ils se lieront davantage dans la période qui nous intéresse : le côté linguistique comprend l'allemand comme l'une des langues parlées par la population de la monarchie. C'est aussi la langue qui tend à s'imposer comme la plus importante par le fait que c'est la langue de Vienne et de l'administration centrale de l'Empire - du moins du côté de la Cisleithanie. Le deuxième côté de l'élément allemand est le côté politique et plus précisément la relation avec l'Empire allemand nouvellement établi qui constituera en effet l'un des enjeux majeurs auxquels la politique habsbourgeoise sera confrontée après 1866/67.

Afin d'expliquer l'élément allemand dans la monarchie des Habsbourg après 1866/67 et surtout le renforcement supposé de cet élément, nous verrons tout d'abord qu'il existe une suprématie allemande réelle sur le plan historique et statistique (administration et armée) dans l'Empire austro-hongrois. Ensuite, nous démontrerons que cette suprématie allemande s'accompagne d'une radicalisation des conflits linguistiques et de l'apparition du problème des minorités / nationalités. Enfin, nous montrerons que l'élément allemand, que ce soit comme langue ou comme idée politique se caractérise par une limitation de cette suprématie allemande.

1. Une suprématie allemande réelle dans l'Empire austro-hongrois

Bien qu'il existât une suprématie allemande au sein de l'administration et de l'armée dans l'Empire austro-hongrois, les Allemands d'Autriche n'y constituaient qu'une minorité à côté d'Italiens, de Polonais, de Hongrois, de Tchèques, de Serbes, de Slovènes, de Croates, de Galiciens, etc. Seule une partie de l'Empire (Le Duché d'Autriche, le Tyrol, la Carinthie, la Styrie, la Carniole, la Bohême et la Moravie) appartenait à la Confédération germanique (*Deutscher Bund* créé en 1815). Les autres parties de l'Empire (la Hongrie, la Lombardie, la Croatie) étaient en dehors de la Confédération. On constate néanmoins une prépondérance de la langue allemande dans l'administration ainsi que dans l'armée. Comme l'écrit Roberto Bein, « L'allemand était incontestablement dans la partie autrichienne la langue dominante au niveau diglossique par rapport aux autres langues. C'était la langue de l'administration, de la science et de l'armée et il y avait naturellement la littérature de haut niveau en langue allemande² ».

À partir de 1867, l'Empire des Habsbourg se transforma en une Double Monarchie : la partie autrichienne portait le nom de Cisleithanie et la partie hongroise s'appelait Transleithanie. Ces deux États (Autriche et Hongrie) qui formaient la Double Monarchie n'avaient en commun que les finances, la politique extérieure, l'armée royale et impériale. Comme l'écrit Tamara Scheer, « Cette dernière surtout fut considérée comme le symbole de l'unité de la double monarchie. [...] Chaque nationalité³ était autorisée à communiquer dans sa propre langue avec ses chefs⁴ ». Et Tamara Scheer d'ajouter : « Or, ce ne furent pas seulement les statistiques officielles qui répandirent l'impression que les Allemands formaient la majorité de l'encadrement militaire, mais aussi souvent des Mémoires d'officiers, comme celles du général Moritz von Auffenberg-Komarow qui affirmaient que 'presque les trois-quarts des officiers étaient d'origine allemande⁵' ».

L'Autriche-Hongrie n'était pas cependant un État « allemand ». Dans les différentes provinces de l'Empire ne cohabitaient pas moins de dix-sept nationalités officielles réparties entre les Slaves, les « Latins », les Magyares et les Allemands. Et seuls ces derniers n'ont jamais réellement remis en question la cohésion de l'Empire. Même si seulement quatre provinces de Cisleithanie (Haute et Basse Autriche, Styrie et Voralberg) étaient dans une très grande majorité germanophone, toutes les autres provinces se composaient de différentes nationalités présentes dans des proportions plus ou moins importantes. « L'Autriche » n'était donc pas un État national homogène mais plutôt un État multinational (*Vielvölkerstaat*). Selon l'historienne Ségolène Plyer, « Cohabitaient dans l'Empire austro-hongrois avant 1914, à côté des germanophones et des Hongrois, de nombreux groupes ethnolinguistiques dont une dizaine de nationalités officielles⁶ ».

Après l'éclatement de la monarchie habsbourgeoise, les Allemands d'Autriche se sentirent solidaires du Reich allemand mais pour le grand nombre d'entre eux cette solidarité s'apparentait à une communauté culturelle (*Kulturnation*⁷) et non à un État-nation (*Staatsnation*). Comme le souligne Ségolène Plyer, « l'Empire allemand n'avait pas de politique des nationalités comme l'Autriche, mais poursuivait un idéal d'homogénéité nationale. Au cours des années 1870 par exemple, l'allemand avait été imposé comme langue de l'école et de l'administration. Seuls les Alsaciens-Lorrains étaient traités avec un peu plus de souplesse, par révérence pour la culture française et parce qu'on était sûr de les ramener tôt ou tard à leur véritable nation⁸ ».

À côté du succès politique de l'allemand, il convient de noter le succès grandissant de l'art et de la littérature germanophones dans la monarchie austro-hongroise. L'écrivain Joseph Roth venant lui-même de Galicie a illustré cette suprématie allemande dans son roman *Radetzky marsch*⁹ (1932) consacré à la fin de l'Empire habsbourgeois. Le roman fait partie des classiques sur la monarchie austro-hongroise car des personnages issus de différentes nationalités prennent position sur cette monarchie désormais disparue. Le lieutenant Trotta, figure centrale du roman, défend contrairement aux Hongrois l'existence de la Monarchie. Les différentes réactions des soldats lors de l'annonce de l'assassinat du successeur au trône François-Ferdinand témoignent de la diversité nationale et politique au sein des forces armées impériales et royales.

Dans *Der Mann ohne Eigenschaften*¹⁰, Robert Musil (1880-1942) explique la situation de la Double Monarchie autrichienne au tournant du siècle. Il utilise le terme de « Kakanien » pour désigner d'une part la monarchie austro-hongroise impériale et royale (k.u.k = *kaiserlich und königlich*) et d'autre part la Cisleithanie (k.k. = *kaiserlich königlich*). Il montre également dans ce roman les paradoxes de

la Double Monarchie autrichienne sans aborder cependant les graves contradictions qui séparaient alors les différentes minorités les unes des autres et qui en fin de compte provoquèrent la fin de l'Empire. Les Tchèques aspiraient à une égalité par rapport aux Hongrois et les Allemands de Bohême et de Moravie à un Compromis qui en fait n'a jamais eu lieu. Le patriotisme autrichien n'était donc pas national mais dynastique (au sens de fidélité à l'Empereur, primant sur les autres sentiments d'appartenance à l'Empire autrichien).

Du fait de la création du « Dualisme », l'élaboration d'une constitution pour la partie cisleithane était devenue indispensable et c'est le 21 décembre 1867 qu'elle fut promulguée sous l'impulsion des forces libérales. La constitution autrichienne garantissait aux citoyens le droit à une nationalité et chaque citoyen pouvait s'adresser aux instances officielles dans sa propre langue. L'Empereur François-Joseph nommait les ministres et s'engageait à reconnaître la constitution. Cette constitution garantissait l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la libre circulation dans le pays, le droit de former une association, la liberté d'expression, la liberté de culte, la liberté de conscience et le droit pour toutes les ethnies de conserver leur nationalité et leur langue. C'est en ce qui concerne la liberté de conscience que les libéraux engagèrent immédiatement la lutte contre le Concordat conclu avec Rome en 1855 réclamant la libération de l'enseignement de la tutelle ecclésiastique.

Tandis que l'introduction d'une constitution plus libérale devait permettre d'organiser de manière plus pacifique et efficace la coexistence des différents peuples de l'Empire, des forces centrifuges se faisaient également sentir au sein des deux populations reconnues comme prééminentes par le Compromis, les germanophones et les hungarophones. Dans la vie politique, le rôle accru joué par les représentants de partis nationaux tels que les nationaux-allemands renforçait la polarité dans la société entre tendances supranationales et nationales. En ce sens, la désintégration n'a fait que s'accroître dans le cadre du Compromis et le système s'est maintenu en raison de la soumission des différents peuples qui composaient l'Autriche-Hongrie.

2. Une radicalisation de la suprématie allemande

Cette suprématie allemande allait de pair avec un mouvement nationaliste et pangermanique qui ne cessait de croître. Il s'exprimait à travers des associations (*Deutschnationaler Verein*, *Deutscher Schulverein*) et divers partis politiques prônant une supériorité de la culture et de la langue allemandes, appelant ouvertement à un rapprochement avec l'Allemagne, voire à une unification et prenant

très souvent des traits antilibéraux et antisémites. Le parti le plus radical de cette évolution vers la solution Grande Allemagne (*großdeutsch*) fut le parti « national-allemand » de Georg Ritter von Schönerer (1842-1921). Otto Dann fait remarquer que « le concept ‘national- allemand’ était avant tout répandu en Autriche. [...] D’un côté, la population allemande représentait les élites dirigeantes de l’État, de l’autre côté, elle menaçait de devenir par rapport aux autres nationalités et leur émancipation de plus en plus une minorité dans son propre État¹¹ ».

Le camp national-allemand s’engagea essentiellement en faveur du rattachement des territoires faisant jadis partie de la Confédération germanique à l’Allemagne. Il ne voyait son salut que par le rattachement à l’Empire allemand et l’élimination des éléments slaves dans la partie cisleithane. En 1880, il fonda avec Robert Pattai¹² (1846-1920) « l’association nationale-allemande » et publia en 1882 le « programme de Linz » qui prévoyait une Autriche libérée de la Hongrie ainsi que de ses provinces slaves et qui travaillait en étroite collaboration avec l’Allemagne. Lorsque Georg Ritter von Schönerer ajouta en 1885 dans son programme du parti l’élimination de l’influence juive dans tous les domaines, les cofondateurs juifs firent subitement volte-face. Comme l’antisémitisme de Georg Ritter von Schönerer prêchait la haine raciale ainsi que l’extermination des Juifs et que plusieurs de ses partisans ne partageaient pas cette idéologie, son parti a été en fin de compte réduit à un phénomène marginal.

L’écrivain Peter Rosegger (1843-1918) appela quant à lui à construire et à soutenir des écoles de langue allemande dans les régions frontalières de la monarchie afin de préserver l’influence de l’allemand. Son association « *Deutscher Schulverein* » connut un certain succès, parvenant notamment à réunir d’importants moyens financiers. Enfin, ces mouvements connurent un écho populaire - voire populiste - dans le programme du parti chrétien-social de Karl Lueger. Karl Lueger était le fondateur du parti chrétien-social et « voulait remettre en valeur l’influence du christianisme dans toute la vie publique¹³ », il refusait le dualisme et s’engageait en faveur du suffrage universel. Il pratiquait pour ainsi dire un « antisémitisme opportuniste » modéré qui était d’autant plus dangereux qu’il était bien accueilli par la petite bourgeoisie de Vienne - les artisans, les petits industriels, les employés et les petits commerçants - qui en raison de la concurrence juive était disposée à trouver dans celui-ci la cause de tous les maux.

Les revendications nationalistes reposaient généralement sur la langue comme trait distinctif. En effet, la question linguistique revêtit progressivement un caractère politique dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. L’article 19 de la constitution de décembre 1867 stipulait que « Toutes les ethnies de l’État sont égales en droits et chaque ethnie possède un droit inviolable de préserver et de conserver

sa nationalité et sa langue. L'égalité en droits de toutes les langues en usage dans le pays, à l'école, dans l'administration et dans la vie publique est reconnue par l'État¹⁴ ». En d'autres termes, ce principe (*Landesüblichkeit*) en usage dans les pays de la couronne habsbourgeoise de Cisleithanie entre 1867 et 1918 prévoyait l'égalité de toutes les nationalités, la défense des langues et des cultures et l'enseignement dans la langue maternelle.

Contrairement aussi à la partie transleithane de la Double Monarchie des Habsbourg, où les Hongrois menaient une politique rigoureuse de magyarisation, les Habsbourg « autrichiens » toléraient dans la partie cisleithane de l'Empire des formes de plurilinguisme vécues dans la société, l'école et l'administration, même si l'allemand y occupait une place prépondérante et jouissait d'un grand prestige. Comme le note Roberto Bein, « En Hongrie, la situation des minorités et de leurs langues était plus délicate. En 1868, le parlement hongrois avait voté une loi sur l'égalité des droits pour les minorités. En ce qui concerne les langues, le hongrois devait être la langue officielle du gouvernement central. [...] En revanche, le gouvernement hongrois a mis en place en 1875 une politique de magyarisation stricte qui se manifesta avant tout dans l'emploi obligatoire de la langue hongroise¹⁵ ». Si les Habsbourg rendaient hommage au plurilinguisme ou autrement dit à la simple réalité linguistique de leurs pays avec le principe de la *Landesüblichkeit*, les possibilités d'épanouissement des différentes langues et cultures favorisèrent la conscience nationale et l'aspiration à l'autonomie des différents groupes linguistiques et culturels qui se traduisit en 1918 par la division de la Cisleithanie en de nouveaux États.

C'est justement en Bohême que la revendication d'une égalité des droits pour tous les peuples se fit le plus entendre après la reconnaissance par Vienne de la Transleithanie en 1867. Il incombait en 1871 au Comte Hohenwart de tenter de pacifier les Tchèques par l'élaboration d'un compromis. Les discussions avec Vienne n'aboutirent pas : la Bohême se heurta au refus des Hongrois qui craignaient pour leurs prérogatives. Désormais, l'opposition avec les Tchèques était irréversible et les élus de Bohême menèrent pendant des années une politique d'obstruction paralysant une vie parlementaire naissante. Le parti des « Jeunes Tchèques » quant à lui, demanda dès les années 1880 la dissolution de l'Empire et aspirait à un panslavisme. La radicalisation politique « allemande » trouva donc son écho dans la radicalisation des autres nationalités. Comme le souligne Roberto Bein, « L'allemand et le hongrois avaient de leur côté pour leurs locuteurs une fonction de cohésion du groupe mais pas seulement pour eux. L'allemand servait également à la cohésion identitaire de la minorité tchèque de langue allemande qui représentait 7 % de la population de Prague¹⁶ ».

En 1897, le problème des nationalités se fit de plus en plus sentir. Après qu'au début de la période constitutionnelle en 1870 la tentative d'un Compromis avec les pays de la couronne de Bohême (Wenzelskrone¹⁷) échoua, il fut décidé en 1880 par décret que chaque citoyen du royaume de Bohême avait le droit de s'exprimer dans sa langue maternelle dans les lieux publics, c'est-à-dire que les Tchèques pouvaient désormais utiliser leur langue maternelle dans l'administration. Bien que le nombre d'Allemands en Bohême et en Moravie s'élevât à 36 %, ils occupaient depuis des siècles les postes de direction dans l'administration, l'industrie et la société. Comme la langue allemande n'a jamais été considérée dans la Double Monarchie comme une langue d'État mais comme une langue d'usage dans l'armée et l'administration, une véritable unification ne put voir le jour et la décomposition de la monarchie austro-hongroise se révéla inéluctable.

Comme le note Roberto Bein, « L'allemand donnait l'impression de lier les différentes nationalités entre elles à des fins gouvernementales, commerciales et militaires et donc à des fins pratiques. Mais il était également apprécié en tant que symbole de réussite sociale et il garantissait en tant que tel une légitimité à ses locuteurs. Cela ne signifie pas que tous ses locuteurs se sentent comme des Autrichiens allemands ni qu'ils parlaient seulement l'allemand mais uniquement qu'ils étaient fidèles pendant quelque temps à l'Empereur¹⁸ ». Et Roberto Bein d'ajouter : « L'autre conclusion que permet l'observation de ce dynamisme linguistique dans l'Empire des Habsbourg est que la connaissance répandue avant tout de l'allemand facilitait le fonctionnement de l'administration et de l'armée mais ne pouvait pas créer une identité austro-hongroise. [...] C'est dans ce nationalisme réactionnaire que les différentes langues assumaient de nouveau leur fonction de cohésion du groupe, leur caractère symbolique de cohésion et cet emploi politico-culturel des langues contribuèrent à ce que l'Empire se décomposa après la Première Guerre mondiale¹⁹ ».

Alors que les Tchèques les plus âgés sous la direction de Frantisek Palacky restaient fidèles à l'Autriche, les jeunes Tchèques pratiquaient une politique d'obstruction et réclamaient non seulement un compromis mais aussi leur indépendance. Le compromis avec la Bohême avait échoué en raison du veto des Hongrois mais aussi parce qu'ils craignaient que les revendications des Tchèques ne réveillent celles de leurs minorités opprimées. La partie hongroise de la Double Monarchie comprenait 50 % de Magyares, 8,8 % de Croates, 9,4 % de Slovaques, 14,1 % de Roumains et 7,5 % de Serbes. Les Hongrois n'étaient pas disposés à accorder de quelconques droits à leurs minorités. Ils pratiquaient une politique de magyarisation à l'égard des Croates ainsi que de la minorité allemande de Transylvanie (*Siebenbürgen*) et le hongrois était la langue officielle. En 1897, lorsque le comte

Badeni essaya de trouver une solution à l'amiable avec les Tchèques, cela déboucha sur des émeutes qui entraînèrent la fin de l'ère parlementaire.

3. Une limitation de cette suprématie allemande

Lorsque le comte Badeni promulgua le 05 avril 1897 des ordonnances linguistiques pour la Bohême et la Moravie qui exigeaient de tout fonctionnaire la maîtrise de l'allemand et du tchèque, il souleva un tollé dans les populations germaniques, nombreuses dans les Sudètes et en Bohême qui craignaient la concurrence des Tchèques dans l'administration. En novembre 1897, les ordonnances linguistiques durent être retirées et le comte Badeni, aristocrate polonais, dut démissionner. Comme le souligne à juste titre Tamara Scheer, « Conformément à la constitution autrichienne, chaque citoyen avait le droit d'utiliser sa langue dans l'armée comme dans le reste de l'espace public (administration et école)²⁰ ». Force est de constater que les langues ont joué également un rôle important dans la monarchie austro-hongroise car elles étaient le symbole de l'identité nationale.

Est-ce que le dualisme devait rester pour François-Joseph la forme institutionnelle définitive de la Monarchie ? Le jeune François-Joseph était réticent à l'égard du libéralisme et de la reconnaissance d'une position particulière de la Hongrie. Toutefois, l'Empereur s'accommoda dans le cadre des nouvelles institutions d'une limitation constitutionnelle de son pouvoir et aussi du statut particulier de la Hongrie. Cependant, les convictions politiques des deux successeurs au trône Rodolphe et François-Ferdinand divergeaient de sa conception et François-Joseph les considérait plutôt comme les « fossoyeurs » et non comme les « sauveurs » de la Monarchie. Alors que le prince héritier Rodolphe plaidait pour une entité fédérative et des alliances avec l'Ouest, l'archiduc François-Ferdinand envisageait l'égalité des Tchèques ainsi qu'une fédération des Slaves du Sud en dehors de la sphère d'influence des Hongrois. Toutefois, la période 1867-1918 fut marquée par François-Joseph qui restait fidèle au dualisme. À cet égard, il joua le rôle de garant des institutions et de l'État.

Dans cet État autoritaire, l'Empereur incarnait la monarchie et il était le symbole de l'État multinational. Il commandait l'armée, décidait de faire la guerre et la paix et déterminait la politique extérieure. Le gouvernement était davantage responsable devant l'Empereur que devant le parlement. Ainsi, François-Joseph peut être qualifié de personnage central dans la Double Monarchie. L'Autriche-Hongrie était devenue une monarchie constitutionnelle et s'apprêtait à devenir une monarchie parlementaire. La partie autrichienne de l'Empire austro-hongrois avait amorcé un processus de démocratisation en particulier en introduisant le suffrage universel

masculin en 1906/1907. En fait, François-Joseph s'efforça de conserver l'ordre existant et sa politique n'était pas révolutionnaire, mais au contraire conservatrice en ce qui concerne le maintien de l'équilibre et du dualisme austro-hongrois.

Jean-Paul Bled caractérise François-Joseph de la façon suivante dans son livre intitulé *François-Joseph* : « [...] Héritier de la plus vieille dynastie d'Europe, 'dernier monarque de la vieille école, comme il se définit lui-même, il incarne avec majesté une certaine idée de la monarchie et du pouvoir. Si certains lui reprochent d'avoir laissé se développer, par son immobilisme, après 1867, les conséquences négatives du dualisme, le respect qui l'entoure tient unis les 50 millions de sujets, ses onze peuples pourtant travaillés par des forces centrifuges. Car durant les soixante-huit années de son règne, des révolutions de 1848 à l'apocalypse de la Première Guerre mondiale, son Empire est au centre de l'affrontement qui oppose deux logiques et deux cultures antagonistes, l'État multinational et l'État-nation. À travers cette lutte, c'est le destin de l'Europe qui s'accomplit, l'Europe du XX^e siècle²¹... ».

Les sociaux-démocrates souhaitaient une union avec l'Allemagne qui était aussi devenue une république. Mais ce rattachement fut interdit par les puissances victorieuses par peur d'une montée en puissance de l'Allemagne et parce qu'elles avaient de nouveau besoin d'une zone tampon en direction de l'Est. L'écrivain roumain Aurel Popovici, député de Transylvanie, proposa la création d'une fédération se composant de seize États membres. Est-ce que cela aurait vraiment été possible ? Les Tchèques commencèrent à exiger des droits égaux à ceux concédés aux Hongrois, les Croates rêvaient de leur propre royaume, les Serbes d'un État serbo-croate sous leur direction et les Roumains d'un rattachement au nouveau royaume de Roumanie. La Russie faisait de la propagande slave en Pologne, en Bucovine et au Banat. L'archiduc François-Ferdinand avait envisagé une fédération à trois avec les Slaves du Sud mais se fit l'ennemi des Hongrois.

Assassiné le 28 juin 1914 à Sarajevo, il n'accéda pas au pouvoir. Il fut victime de nationalistes serbes qui haïssaient le prince héritier parce qu'il était favorable aux Slaves et qu'il faisait obstacle à la création d'un grand Empire serbe qui devait contenir la Croatie, la Bosnie et l'Herzégovine. Le chef du gouvernement serbe Nikola Pasic avait en effet formulé l'objectif d'une union de l'ensemble des Slaves du Sud dans un seul État, qui engloberait l'ensemble des populations serbes qui vivaient en Hongrie (Croatie et Slavonie) et en Bosnie-Herzégovine. Pour les Croates et les Slovènes, la création d'un État des Slaves du Sud à l'intérieur de la Monarchie semblait préférable pour une majorité plutôt qu'un regroupement sous la dynastie régnante de Serbie.

Le dualisme austro-hongrois n'apparaissait plus comme l'unique horizon politique après la guerre, mais finalement aucune alternative crédible ne put être élaborée pour sauver l'Empire. Le dualisme reposait sur la prépondérance des Magyares et des Allemands et sur l'exclusion des Slaves du pouvoir dans les deux parties de l'Empire austro-hongrois. L'idée d'une fédération des Slaves et des Allemands dans la partie cisleithane de l'Empire ne vit pas le jour. Les Allemands n'avaient pas cette position dominante que les Magyars avaient dans la partie transleithane. La monarchie des Habsbourg ressemblait en effet à un État pluriethnique ingouvernable. Les Allemands représentaient le peuple d'une nation, d'un Empire mais ils étaient aussi une nationalité parmi les autres et le devinrent de plus en plus.

Ce double statut des Allemands comme peuple d'une nation, d'un Empire et comme nationalité aggrava également le problème des nationalités dans la partie cisleithane de l'Empire et le rendit au fond insoluble. L'État pluriethnique se décomposa avec la Première Guerre mondiale et l'Empire austro-hongrois fut réduit à un moignon constitué des pays alpins et de la « tête hydrocéphale » de Vienne. La Double Monarchie se transforma en un petit État désormais allemand et tous les partis politiques à l'exception des monarchistes s'engagèrent en faveur d'un rattachement de cet État à l'Allemagne. Mais les puissances victorieuses s'opposèrent à cette idée dans le Traité de paix de Saint-Germain et la république d'Autriche fut proclamée le 12 novembre 1918.

Il est indéniable que certaines personnalités comme Georges Clémenceau par exemple voulaient éliminer l'Autriche-Hongrie et que la volonté de créer des États-nations s'imposait en Europe face au principe multinational. En 1918, la disparition de l'Autriche-Hongrie était inéluctable, car les Alliés défendaient l'idée de l'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes. Comme l'écrit Roberto Bein, « La Hongrie quitta le 31 octobre 1918 la Double Monarchie et la partie autrichienne de l'Empire fut divisée en de nouveaux États. Les régions en majorité germanophone devinrent fin 1918 la République autrichienne²² ». Les pays de l'Entente voulaient en fin de compte démanteler l'Empire et créer les « États successeurs » : la Tchécoslovaquie (les Slovaques faisaient désormais partie des Tchèques avec une forte minorité magyare), la Yougoslavie (Serbie, Croatie, Slovénie), la Pologne, la Hongrie (La Transylvanie et la Bucovine faisaient désormais partie de la Roumanie).

La défaite de l'Autriche en 1866 qui jeta finalement les bases de tous les autres conflits en Europe, était pour les Allemands d'Autriche profondément perturbante car ils formaient désormais une nationalité parmi d'autres et leur nationalisation était la conséquence catastrophique de cette défaite et de l'exclusion de l'Allemagne. Que l'Autriche fût exclue de l'État allemand unifié signifiait une perte de pouvoir politique et diplomatique importante ainsi que le début d'un processus

de démocratisation et la réorganisation de l'Empire. Même si cette construction étatique dura jusqu'en 1918, cet État multinational portait en lui le germe du déclin. Ainsi, il n'est pas erroné de qualifier cette défaite autrichienne en 1866 de « germe de la mort de la monarchie danubienne²³ [...] ».

Conclusion

En conclusion, nous pouvons avancer que la monarchie des Habsbourg est devenue plus « allemande » dans bien des domaines depuis 1866/67. Cette évolution alla de pair avec une reconnaissance et une radicalisation de toutes les identités ethniques pendant cette même période à travers tout l'Empire. Enfin, l'enjeu « allemand » s'est trouvé pris entre des tendances d'harmonisation ou, au contraire, d'éclatement de la monarchie des Habsbourg et resta même essentiel pour comprendre l'évolution des différentes parties de cet État après son éclatement.

Si l'élément allemand a joué un rôle important dans les dernières décennies précédant la fin de l'Empire, il convient cependant de relativiser : l'Empire austro-hongrois devait envisager la vie en commun de très nombreuses nationalités. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir le danger que comportait l'Empire des Habsbourg : son exclusion de la communauté de langue allemande, son repli dangereux sur une entité multiethnique à minorité germanophone, difficilement viable telle quelle, les Magyars sourds aux dangers inhérents à leur désir de domination.

En novembre 1918, l'espoir de rebâtir un ensemble impérial habsbourgeois respectueux de toutes les nationalités n'était plus partagé, à l'heure où les messages irrédentistes circulaient dans tout cet espace, à la fin d'une guerre qui avait progressivement paralysé le moral et les forces économiques de la Monarchie et avivé les dissensions internes. La dissolution de l'Autriche-Hongrie apparaît ainsi comme le résultat de l'incapacité avérée à créer un ensemble étatique respectueux des différentes communautés dans la monarchie danubienne. En cela, ce sont les élites politiques autrichiennes et hongroises qui portent la responsabilité de n'avoir pu imaginer une évolution à partir du statut quo sanctionné par le Compromis.

Bibliographie sélective

Andics, H. 1986. *Das österreichische Jahrhundert. Die Donaumonarchie 1804-1918*. Wien: Verlag Kremayr & Scheriau.

Bein, R. 2018. Die Sprachen in Österreich-Ungarn und eine Überlegung zur Sprachenlage im Mercosur, in: Quo vadis, Romania? Zeitschrift für eine aktuelle Romanistik, n° 51/52.

Bérenger, J. 1990. *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1665-1918*. Paris : Fayard.

Bérenger, J. 1994. *Histoire de l'Autriche*. Paris : PUF, Que sais-je ?

- Bled, J.-P. 1998. *Vienne*. Paris: Fayard.
- Bled, J.-P. 1987. *François-Joseph*. Paris : Fayard.
- Dann, O. 1996. *Nation und Nationalismus in Deutschland 1770-1990*. München: Verlag C.H. Beck.
- Droz, J. 1969. *Histoire de l'Autriche*. Paris : PUF, Que sais-je ?
- Ducanges, J.-N., Lajarrige J. 2011. *L'Empire austro-hongrois (1867-1918)*. Rouen : Austriaca.
- Kreissler, F. 1992. *L'Autriche 1867-1938, naissance d'une identité culturelle*. Rouen : PUR.
- Musil, R. 1967. *Der Mann ohne Eigenschaften*, Gesammelte Werke in Einzelausgaben, hrsg. von Adolf Frisé. Hamburg.
- Nipperdey, T. 1983. *Deutsche Geschichte 1800-1866*. München: Verlag C.H. Beck.
- Pasteur, P. 2011. *Histoire de l'Autriche*. Paris: Armand Colin.
- Philippoff, E. 2002. *Die Doppelmonarchie Österreich-Ungarn. Ein politisches Lesebuch (1867-1918)*. Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.
- Plyer, S., Georges, R., Grandhomme, J.-N. 2019. *Soldats d'entre-deux*. Strasbourg: PUS.
- Roth, J. 1994. *Der Radetzkymarsch*. Kiepenheuer & Witsch.
- Salewski, M. 1993. *Deutschland - Eine politische Geschichte*, Bd. 2. München: Verlag C.H. Beck.
- Zöllner, E. 1990. *Geschichte Österreichs*. Wien: R. Oldenburg Verlag.

Notes

1. La Prusse et l'Autriche entrèrent en conflit à propos des duchés danois de Schleswig et de Holstein dès 1866. Bismarck réclama leur annexion mais l'Autriche la refusa. L'Autriche, soutenue par les États du Sud, les deux Hesse (Cassel et Darmstadt) et le Hanovre, fit voter par la Diète de Francfort une mobilisation des troupes fédérales contre la Prusse. Bismarck riposta alors par la guerre et le 3 juillet 1866 l'Autriche fut écrasée à Sadowa.
2. Roberto Bein, Die Sprachen in Österreich-Ungarn und eine Überlegung zur Sprachenlage im Mercosur, in: Quo vadis, Romania? Zeitschrift für eine aktuelle Romanistik, n° 51/52, 2018, S. 160: « Zweifellos war das Deutsche in der österreichischen Reichshälfte die den anderen Sprachen gegenüber diglossisch dominierende Sprache. Es war die Sprache der Verwaltung, der Wissenschaft und des Heeres, und es gab natürlich die hochentwickelte Literatur auf Deutsch ».
3. Dans la monarchie danubienne, le terme de « nationalité » s'appliquait aux groupes dont la langue était reconnue officiellement.
4. Tamara Scheer, Appartenances nationales et sentiments de loyauté dans l'armée austro-hongroise de 1868 à 1914, p. 51, in : Ségolène Plyer, Raphael Georges et Jean-Noël Grandhomme, *Soldats d'entre-deux*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2019.
5. Op. cit., p. 66.
6. Ségolène Plyer, Raphael Georges et Jean-Noël Grandhomme, *Soldats d'entre-deux*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2019, p. 9.
7. L'expression „Kulturnation“ (nation culturelle) n'apparaît telle quelle qu'à partir du tournant du siècle chez l'historien Friedrich Meinecke. La „Kulturnation“ est fondée sur l'héritage culturel d'une langue, d'une littérature et d'une religion communes alors que la „Staatsnation“ (État-nation) est fondée sur une histoire politique et une constitution communes.
8. Op. cit., p. 10.
9. Joseph Roth, *Der Radetzkymarsch*, Dritter Teil, Kiepenheuer & Witsch, 1994, S. 223-225.
10. Robert Musil, *Der Mann ohne Eigenschaften*, Gesammelte Werke in Einzelausgaben, hrsg. von Adolf Frisé, Hamburg, 1967, S. 32-34.

11. Otto Dann, *Nation und Nationalismus in Deutschland 1770-1990*, Verlag C.H. Beck, 1996, S. 200: „Der Bevölkerung die herrschenden Eliten des Staates, andererseits wurde sie gegenüber den anderen Nationalitäten und deren Emanzipation zunehmend zu einer Minderheit im eigenen Staat“.
12. Robert Pattai était avocat, député national-allemand, plus tard chrétien-social, membre du comité directeur de l'association *Reformverein* autrichienne et antisémite. Cette association s'engageait depuis 1862 en faveur de la solution Grande Allemagne.
13. Wilhelm Brauneder, *Österreichische Verfassungsgeschichte*, Manz, Wien, 2001, S. 167.
14. Staatsgrundgesetz vom 21.12.1867 über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger, Reichsgesetzblatt, Nr. 142, 1867, Art. 19: „Alle Volksstämme des Staates sind gleichberechtigt und jeder Volksstamm hat ein unverletzliches Recht auf Wahrung und Pflege seiner Nationalität und Sprache. Die Gleichberechtigung aller landesüblichen Sprachen in Schule, Amt und öffentlichem Leben wird vom Staat anerkannt.“
15. Op. cit., p. 158: „In Ungarn war die Lage der Minderheiten und ihrer Sprachen heikler. Im Jahre 1868 hatte das ungarische Parlament ein Gleichberechtigungsgesetz für die Minderheiten verabschiedet. Was die Sprachen anging, musste das Ungarische die offizielle Sprache der Zentralregierung sein [...] Demgegenüber setzte die ungarische Regierung 1875 eine strikte Magyasierung in Gang, die ihren Niederschlag vor allem in der verpflichtenden Verwendung der ungarischen Sprache fand
16. Op. cit., p. 161: „Deutsch und Ungarisch hatten ihrerseits gruppenbildende Funktion für ihre Sprecher, und nicht nur für sie. Das Deutsche diente auch der identitären Kohäsion der deutschsprachigen tschechischen Minderheit, die immerhin 7 % der Prager Bevölkerung darstellte.“
17. La couronne de Wenzel est la couronne royale du royaume de Bohême et le symbole des pays de la couronne de Bohême.
18. Op. cit., p. 162: „Das Deutsche wirkte als eine Art Verknüpfung der verschiedenen Nationalitäten für Regierungs-, Handels- und militärische, also für praktische Zwecke. Aber es wurde auch als Statussymbol geschätzt und als solches sicherte es seinen Sprechern Legitimität. Das bedeutet aber, dass sich weder alle seine Sprecher als Deutschösterreicher fühlen, noch dass sie nur Deutsch sprachen, sondern nur, dass sie eine Zeit lang dem Kaiser treu waren.“
19. Op. cit., p. 164: „Die andere Schlussfolgerung, die die Betrachtung der Sprachdynamik im Habsburgerreich erlaubt, ist, dass die verbreitete Kenntnis vor allem des Deutschen die Funktionsfähigkeit der Verwaltung und des Heeres erleichterte, aber keine österreichisch-ungarische Einheitsidentität schaffen konnte [...] In ihm (dem reaktionären Nationalismus) übernahmen die einzelnen Sprachen wieder ihre gruppenbildende Funktion, ihren kohäsiven Symbolcharakter, und dieser politisch-kulturelle Gebrauch der Sprachen trug dazu bei, dass das Reich nach dem ersten Weltkrieg zerfiel.“
20. Op. cit., p. 59.
21. Jean-Paul Bled, François-Joseph, Paris, 1987, quatrième de couverture.
22. Op. cit., p. 160: „Am 31. Oktober 1918 verließ Ungarn die Doppelmonarchie und die österreichische Reichshälfte wurde in neue Staaten aufgeteilt. Ende 1918 wurde aus den mehrheitlich deutschsprachigen Regionen die Republik Österreich“.
23. Michael Salewski, *Deutschland - Eine politische Geschichte*, Bd. 2, C.H. Beck Verlag, München, 1993, S. 86.